



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
15 décembre 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission de l'investissement, des entreprises et du développement
Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération internationale:
coopération Sud-Sud et intégration régionale
Troisième session
Genève, 23-25 février 2011
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
**Les relations Sud-Sud au service du renforcement des capacités
productives dans les pays en développement**

Le renforcement des capacités productives à l'ordre du jour des relations Sud-Sud

Note du Secrétariat de la CNUCED

Résumé

Les économistes et responsables politiques s'accordent généralement à penser qu'une augmentation rapide et soutenue de la productivité est une condition préalable à l'amélioration du niveau de vie. Compte tenu de l'expérience vécue par les pays avancés actuels (y compris ceux de l'Asie de l'Est), il est difficile de ne pas conclure qu'un secteur industriel diversifié est la clef d'une forte augmentation de la productivité. Plusieurs régularités empiriques établissent un lien entre croissance et développement industriel, en particulier les activités manufacturières. En général, ces régularités confirment l'importance du renforcement des capacités productives pour atteindre un niveau de revenu élevé et tirer profit d'une plus grande intégration de l'économie internationale. Pour les responsables politiques, il s'agit donc de déterminer quelles politiques «productivistes» permettent le mieux d'enclencher un cercle vertueux reliant accumulation de capital, création d'emplois, diversification économique, modernisation technologique et hausse des revenus. Il n'existe toujours pas de consensus à cet égard. Le défi consistant à renforcer les capacités productives d'un pays tout en le soumettant aux forces des marchés internationaux continue d'ailleurs de susciter de sérieux débats et désaccords. Ces débats ont pris de plus en plus d'ampleur depuis la crise financière de 2008, parce que celle-ci a fait voler en éclats certaines vérités de la pensée politique moderne et que les ajustements économiques qu'elle a provoqués auront des effets préjudiciables sur les perspectives de développement du Sud. Compte tenu de la tournure des événements, la présente note d'information examine la façon dont une meilleure coopération Sud-Sud pourrait soutenir les efforts déployés pour renforcer les capacités productives dans les pays en développement et, ce faisant, réduire la fracture économique mondiale.

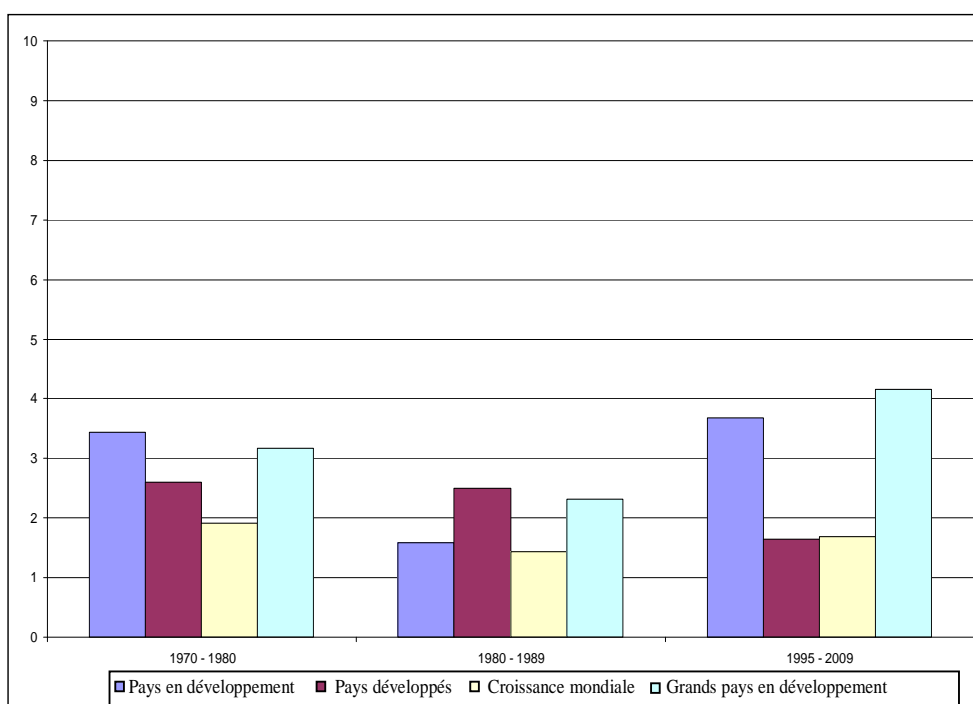
I. Découplage et rattrapage: les impératifs du développement après la crise

1. Depuis quelque temps, les pays en développement connaissent, en moyenne, une croissance plus rapide que les pays développés, celle-ci s'étant sensiblement accélérée ces dix dernières années. Les taux de croissance par habitant des pays en développement et des pays développés ont ainsi enregistré des écarts sans précédent (graphique 1). La part des pays en développement dans la production mondiale a en conséquence fortement augmenté depuis l'an 2000 (graphique 2). En outre, l'incidence de la crise économique, qui a tout d'abord frappé le marché américain de l'immobilier en 2007, a généralement été moins aiguë dans l'hémisphère Sud que dans l'hémisphère Nord, et la reprise a été plus forte dans de nombreux pays en développement.

Graphique 1

Taux de croissance moyen par habitant: pays développés et pays en développement

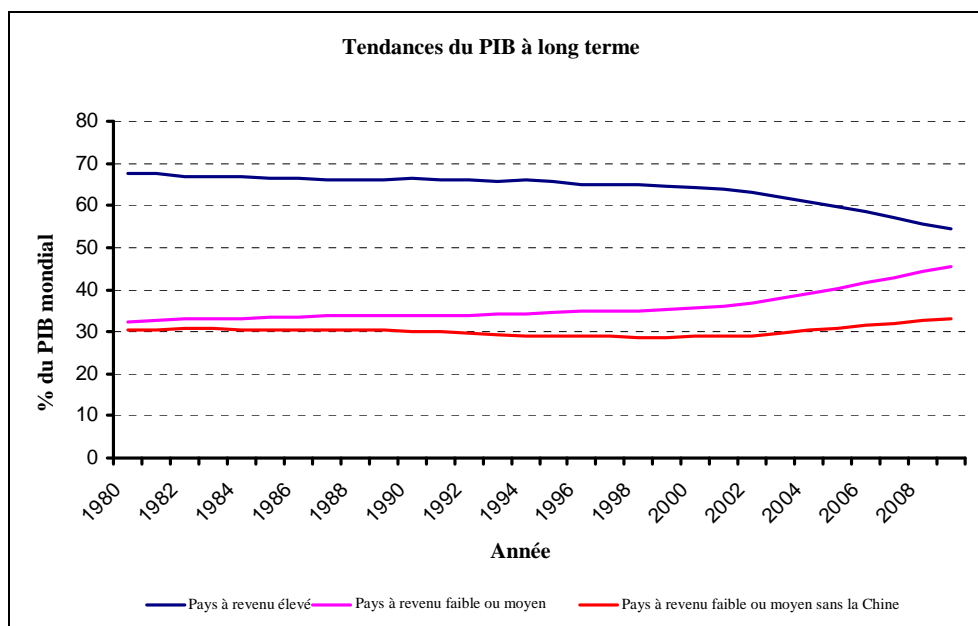
(En pourcentage)



Source: Groupe sur la coopération et l'intégration économiques entre pays en développement, d'après la base de données UNCTADstat.

Note: Les chiffres concernant les «grands pays en développement» représentent la moyenne simple des taux de croissance par habitant des sept pays suivants: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Nigéria et Pakistan.

Graphique 2
Répartition de la production mondiale



2. S'il est vrai que quelques pays en développement demeurent plus vulnérables que d'autres aux cycles de ralentissement et aux chocs survenant dans les pays avancés, la crise a conforté la thèse d'un découplage de la croissance entre pays en développement et pays développés. Selon certains (FMI, 2008), cette situation serait attribuable à l'adoption de meilleures politiques économiques reposant sur des principes fondamentaux et laisse envisager l'amorce d'une croissance soutenue dans les pays en développement même s'il est probable que la croissance demeure léthargique dans les pays avancés, menant ainsi à une convergence des revenus au niveau mondial. Selon un point de vue encore plus optimiste, la reprise observée dans les pays en développement pourrait également permettre aux pays développés d'améliorer leur situation plus rapidement et de rattraper leur niveau de vie, plaçant ainsi tous les pays sur une nouvelle trajectoire de croissance mondiale.

3. Deux facteurs, étroitement liés, viennent appuyer cette thèse du découplage:

a) L'émergence de pôles de croissance forts et durables dans l'hémisphère Sud;

b) Un resserrement des relations économiques Sud-Sud grâce à une expansion des courants commerciaux et des flux de capitaux, de technologie et de main-d'œuvre.

4. Contrairement au phénomène de convergence économique qui a marqué les années 70, et contrairement à ce qui s'est passé dans les années 80 alors que la croissance des grands pays en développement est demeurée inférieure à celle des pays développés, les pays en développement les plus grands ont connu, entre 1996 et 2009, un taux de croissance moyen par habitant plus élevé que celui des pays développés, permettant ainsi au taux de croissance moyen des pays en développement d'atteindre des sommets historiques (graphique 1). Ces pôles de croissance peuvent – à en juger d'après l'histoire – générer des retombées positives pour d'autres pays en leur offrant de nouveaux marchés d'exportation, de meilleurs termes de l'échange (en particulier pour les exportateurs de marchandises), de nouvelles sources de financement du développement et un meilleur accès aux technologies.

5. Cette période a également été marquée par l'évolution rapide des relations Sud-Sud amorcée par les échanges commerciaux. Entre 1996 et 2009, le commerce Sud-Sud a en

effet augmenté en moyenne de 12 % par année, soit un rythme 50 % plus rapide que le commerce Nord-Sud. Ces échanges représentent maintenant environ 20 % du commerce mondial et plus de la moitié du commerce des pays en développement (graphique 3). Durant la même période, l'investissement étranger direct (IED) Sud-Sud a aussi progressé rapidement, à un rythme annuel de quelque 20 %, même si le point de départ était moins élevé; il représente maintenant environ 10 % du total des flux d'IED (tableau 1). En outre, si tant est que les pays à revenu élevé demeurent la principale source d'envois de fonds pour les pays en développement, les flux migratoires entre pays en développement sont actuellement plus élevés que ceux entre pays en développement et pays de l'OCDE.

Graphique 3
Évolution du commerce Sud-Sud, 1995-2009

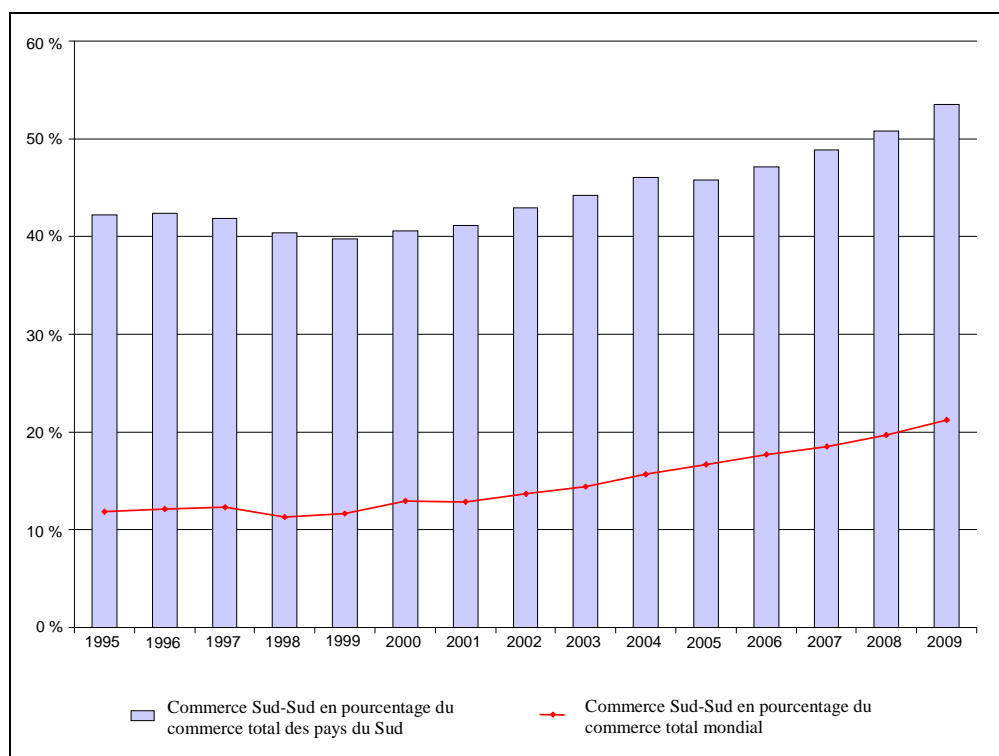


Tableau 1
Évolution de l'IED Sud-Sud, 1990-2006

Année	Total mondial des sorties d'IED (en milliards de dollars)	IED Sud-Sud* (en milliards de dollars)	IED Sud-Sud en pourcentage du total mondial d'IED	Taux de croissance de l'IED Sud-Sud
1990	241	12	5	-14
1991	198	9	5	-23
1992	203	16	8	81
1993	243	17	7	6
1994	287	25	9	41
1995	363	27	7	10
1996	396	35	9	29
1997	476	45	9	28

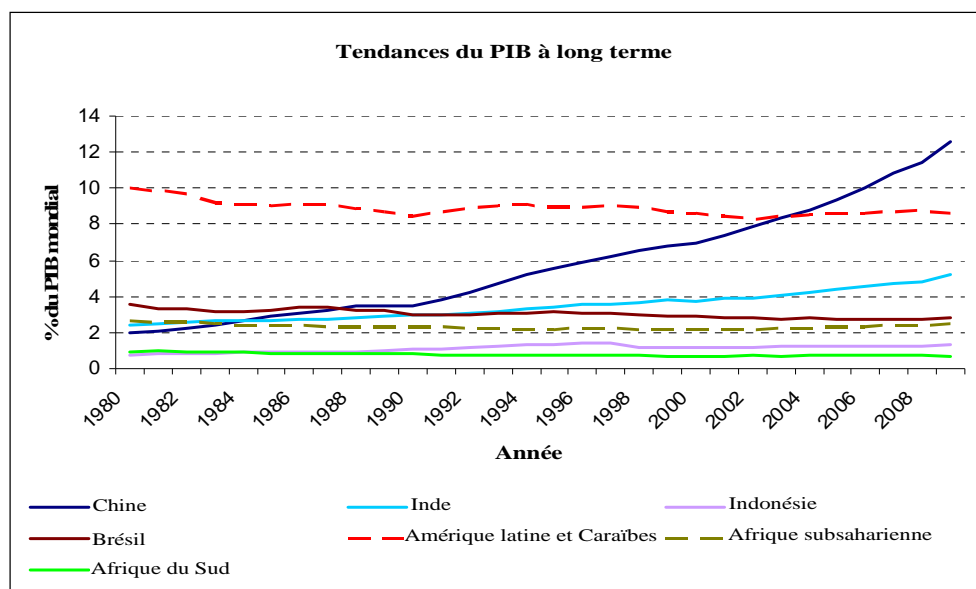
Année	Total mondial des sorties d'IED (en milliards de dollars)	IED Sud-Sud* (en milliards de dollars)	IED Sud-Sud en pourcentage du total mondial d'IED	Taux de croissance de l'IED Sud-Sud
1998	682	29	4	-36
1999	1 077	37	3	28
2000	1 233	35	3	-6
2001	753	41	5	16
2002	537	30	6	-26
2003	566	39	7	29
2004	920	77	8	96
2005	893	88	10	15
2006	1 411	145	10	64
2007	2 267	180	8	25
2008	1 928	187	10	4
2009	1 100	149	14	-20

Note: * Ces chiffres n'incluent pas les îles Caïmanes, les îles Vierges britanniques, ni Hong Kong (Chine).

6. Il faut toutefois faire preuve d'une certaine prudence lorsqu'il s'agit de déterminer si ces relations Sud-Sud constituent dorénavant des trajectoires de rattrapage vertueuses et durables pour l'ensemble des pays en développement, car les courbes de croissance ont été plutôt inégales. Ainsi, un examen des tendances observées ces trente dernières années montre que seule la Chine et (plus récemment) l'Inde ont connu une reprise forte et soutenue ainsi qu'une augmentation de leur part de la production mondiale (graphique 4).

Graphique 4

Différentes courbes de croissance observées dans l'hémisphère Sud



7. En outre, s'il est vrai que, ces dix dernières années, la croissance tendancielle des pays en développement non asiatiques a été sensiblement plus élevée que dans les pays développés, elle reste néanmoins loin derrière celle de la Chine et de l'Inde. Même le Brésil – le pays sud-américain le plus performant – a connu une croissance annuelle par habitant inférieure à 2 %, soit plus de 7 % de moins que celle de la Chine, et inférieure à la croissance tendancielle qu'il avait enregistrée dans les années 60 et 70.

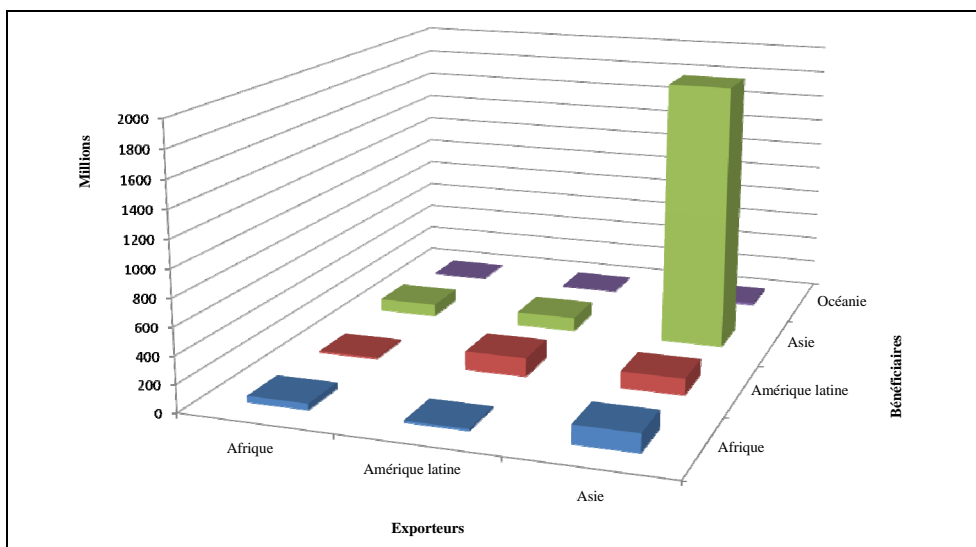
8. Une autre différence cruciale apparaît entre ces deux pays asiatiques et les autres pôles de croissance du monde en développement lorsqu'on compare leurs résultats économiques avec ceux des pays de l'OCDE. Alors que, depuis dix ans, on n'observe qu'une faible corrélation entre les taux de croissance par habitant de la Chine et de l'Inde et ceux des pays de l'OCDE (environ 0,1 dans les deux cas), la croissance de l'Amérique latine et de l'Afrique sub-saharienne demeure fortement associée aux résultats des pays avancés, les taux de corrélation étant de 0,5 et de 0,6 respectivement. Cette comparaison nous donne à penser que la croissance est encore fortement tributaire des marchés des pays avancés et nous amène à nous interroger sur les chances que les pays ont de soutenir une forte croissance si l'hémisphère Nord venait à connaître un ralentissement généralisé.

9. L'importance prépondérante de la Chine et de l'Inde transparait également dans les relations Sud-Sud, qui ont grandement privilégié la région asiatique. Cela est d'autant plus vrai dans le cas du commerce, alors que les échanges intra-asiatiques représentent les trois quarts du total des échanges Sud-Sud (graphique 5). S'agissant des flux d'IED Sud-Sud, l'Asie figure également en tête, mais sa domination n'est pas aussi marquée.

Graphique 5

Commerce Sud-Sud par région, 2009

(En millions de dollars)



Source: Groupe sur la coopération et l'intégration économiques entre pays en développement, d'après la base de données UNCTADstat.

10. Il faut aussi noter que le renforcement des relations Sud-Sud, dicté par les courants commerciaux et les flux d'IED, s'est inscrit dans le cadre d'un élargissement de l'intégration mondiale motivé par l'importance des flux financiers transfrontières. Les flux de capitaux Sud-Sud ont en revanche été particulièrement faibles, même en Asie, où les sorties de capitaux vers les pays avancés ont été de loin supérieures aux flux intrarégionaux et autres flux Sud-Sud (tableau 2). Les liens entre libéralisation financière, flux financiers et développement économique demeurent un sujet de polémique entre les économistes. Il y a

toutefois peu de raisons de penser que l'augmentation exponentielle des flux financiers transfrontières a stimulé la formation de capital (graphique 6) ou contribué à accélérer le processus de changement structurel. De fait, l'ouverture financière a coïncidé avec un processus de régression dans de nombreux pays en développement.

Tableau 2

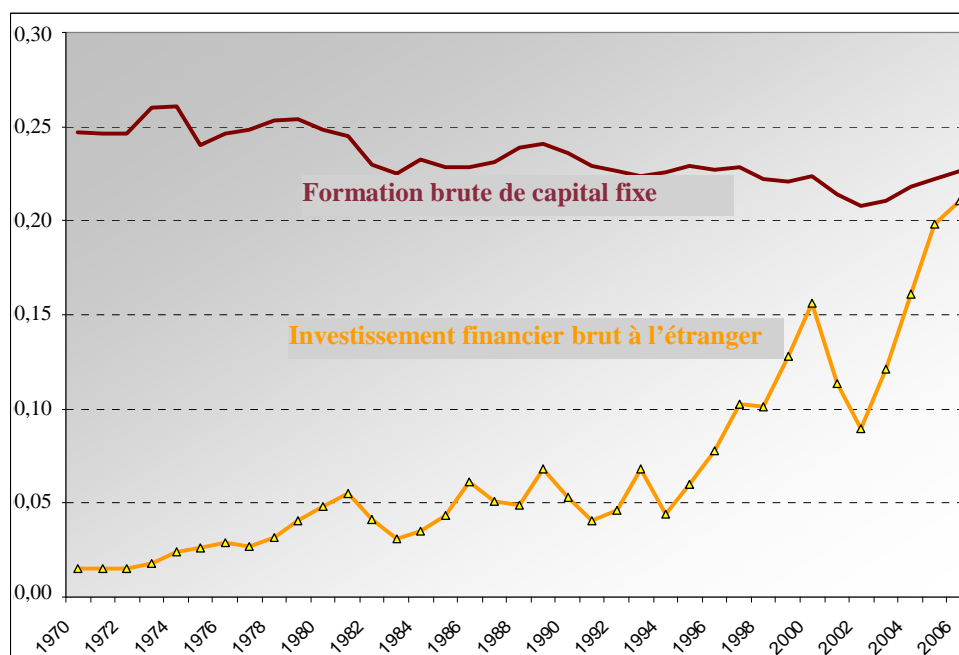
Composition des investissements de portefeuille, ASEAN et ASEAN+3, 2001-2005

(Stocks en pourcentage du PIB)

	2001	2002	2003	2004	2005
ASEAN					
Total	21,2	21,9	24,4	27,4	26,7
Actions	6,3	6,0	6,8	8,2	8,8
Intra-ASEAN	1,6	1,4	1,2	1,9	1,7
Extra-ASEAN	4,7	4,6	5,6	6,3	7,1
Titres de créance	14,9	15,9	17,5	19,2	17,9
Intra-ASEAN	0,8	0,9	1,5	2,2	2,0
Extra-ASEAN	14,1	15,0	16,0	17,0	15,9
ASEAN+3					
Total	22,4	24,2	27,3	29,0	29,2
Actions	4,2	3,9	4,6	5,6	6,1
Intra-ASEAN+3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Extra-ASEAN+3	3,9	3,7	4,3	5,2	5,6
Titres de créance	18,3	20,3	22,6	23,4	23,1
Intra-ASEAN+3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
Extra-ASEAN+3	17,8	19,9	22,2	22,9	22,6

Source: *Rapport sur le commerce et le développement, 2007* (prière de consulter le tableau 5.3, p. 129, pour de plus amples détails).

Graphique 6
Un climat mondial peu propice aux investissements
 (En pourcentage du PIB mondial)



11. Il y a finalement lieu de se montrer prudent à l'égard de la théorie du découplage en raison de la tendance à favoriser les pays ayant les «meilleurs éléments fondamentaux». Même les trajectoires de croissance et de développement, tout comme les politiques – notamment macroéconomiques et sectorielles –, des plus grands pays en développement ont varié ces dix dernières années. Il est donc fort probable que ces grands pôles de croissance aient affecté différemment les perspectives de développement des autres pays en développement, qu'il s'agisse de marchés, de ressources ou de technologies.

12. Les processus de rattrapage et de convergence ne sont pas aussi répandus ou solides qu'une simple théorie de découplage pourrait le laisser croire. Au contraire, le renforcement des relations et de la coopération Sud-Sud offre de vastes possibilités, même si celles-ci doivent être mises à profit dans le cadre d'un programme d'action et de coopération plus dynamique axé sur le renforcement des capacités productives pour que les gains soient largement répartis entre tous les pays en développement.

13. Dans le même ordre d'idées, Rodrik (2009) soutient que toute stratégie de développement, qu'il associe aux efforts concertés visant à déplacer les ressources des secteurs traditionnels à faible productivité vers des secteurs modernes ayant une productivité élevée – en particulier ceux qui produisent des biens manufacturés exportables –, devra être modifiée après la crise en raison de l'altération des relations Nord-Sud, en particulier au niveau commercial. Dans cette perspective, cet auteur souligne le rôle primordial que jouent les politiques «productivistes» dans les pays performants, y compris dans ceux appliquant des mesures industrielles clairement établies ainsi que des politiques de dévaluation de la monnaie et de répression financière. Il conclut que l'adoption de telles politiques revêtira une importance encore plus grande qu'auparavant, car les pays cherchent à relancer la demande intérieure de biens négociables, mais ajoute que leur succès dépendra d'une meilleure coopération entre les différents groupes d'intérêts économiques ainsi que de l'existence d'une marge de manœuvre suffisante. Ces deux conditions sont tout aussi pertinentes pour l'établissement de relations Sud-Sud, dans la mesure où cet exercice vise à

adopter des stratégies productivistes dans le cadre des efforts déployés pour concevoir de nouvelles trajectoires de développement après la crise.

II. À la redécouverte d'Arthur Lewis: enseignements à tirer pour la coopération Sud-Sud

14. Les économistes s'intéressent à la question de l'intégration et de la coopération Sud-Sud depuis fort longtemps. Dans le discours qu'il a prononcé au moment de recevoir le Prix Nobel 1979, à une époque où la coopération Sud-Sud soulevait de plus en plus d'intérêt, Arthur Lewis avait essentiellement anticipé les récentes discussions sur le découplage et le rattrapage. Lewis avait alors demandé si le Sud pouvait soutenir une croissance annuelle de 6 % si celle-ci fléchissait fortement dans le Nord, comme il le prévoyait. Selon lui, le commerce était le maillon faible: pour soutenir une croissance rapide, il fallait une forte hausse des exportations, mais si la demande baissait sur les marchés de l'hémisphère Nord, d'autres pays en développement pourraient-ils prendre le relais? Lewis soutenait que le commerce Sud-Sud pourrait jouer ce rôle, tant sur le plan global que dans le cas d'éventuels goulets d'étranglement sectoriels comme l'agriculture et les biens d'équipement.

15. Lewis reconnaissait toutefois que le renforcement des relations Sud-Sud ne se limitait pas à une simple amélioration des accords commerciaux régionaux. Les arrangements commerciaux préférentiels, en particulier ceux conclus entre les plus grands pays en développement, devaient plutôt être assortis d'une série de mesures complémentaires afin de lier le commerce Sud-Sud à une croissance forte et auto-entretenu dans le Sud. Il fallait alors prévoir des mesures et des mécanismes de financement efficaces pour faire face aux difficultés de la balance des paiements, y compris celles qui pourraient surgir entre le Nord et le Sud, ainsi que des niveaux de financement appropriés pour accroître les flux Sud-Sud. Lewis avait également envisagé la nécessité de mettre en place des mécanismes de financement compensatoire, pour aider les pays vulnérables et les exportateurs de produits primaires pouvant avoir de la difficulté à pénétrer les nouveaux marchés du Sud à court et moyen terme, ainsi que de nouvelles règles sur les sociétés transnationales (STN), compte tenu du rôle prépondérant qu'elles étaient susceptibles de jouer dans l'expansion du commerce Sud-Sud de biens manufacturés et de la menace éventuelle qu'une surenchère pourrait représenter. Enfin, l'effort considérable devant être fourni en matière d'investissement intérieur pour assurer une croissance auto-entretenu devrait s'accompagner d'un financement du développement à long terme, au moins durant les phases initiales.

16. À bien des égards, les positions de Lewis correspondaient à celles privilégiées à l'époque par la CNUCED, notamment pour promouvoir un système généralisé de préférences entre pays en développement, finalement lancé en 1976 dans le but d'élargir, de diversifier les échanges entre ces pays, d'accélérer leur industrialisation et de renforcer leur autonomie collective, y compris en accordant des avantages commerciaux à des pays relativement moins développés.

17. Si les pays en développement se retrouvent aujourd'hui une nouvelle fois dans la position décrite par Lewis, il faut déterminer si les relations Sud-Sud doivent également être renforcées pour promouvoir le rattrapage et une croissance auto-entretenu dans l'ensemble des pays du Sud. Tel qu'indiqué dans la section précédente, les conditions actuelles sont à bien des égards plus favorables qu'au début des années 80, mais de nombreux éléments manquent toujours; en outre, la fluctuation des relations Sud-Sud ne laisse pas supposer un partage automatique des gains éventuels, ce qui pourrait signifier que les pays en développement prennent des tangentes différentes.

III. Diversification économique et intégration efficace

18. Les gains de productivité, la diversification économique et les niveaux de revenu sont des facteurs étroitement liés dans tous les pays et à toutes les époques. La question de savoir en quoi ces corrélations expliquent le développement économique continue de faire débat. Toutefois, à en juger d'après l'histoire, le renforcement des capacités productives du secteur industriel doit être considéré comme un élément crucial. Il est peu probable qu'une dichotomie Nord-Sud permette de relever l'ensemble des défis auxquels doivent faire face les différents pays en développement cherchant à renforcer ces capacités. Dans une étude précédente, la CNUCED avait établi une distinction entre les pays dont l'industrialisation était parvenue à maturité, ceux dont l'industrialisation était rapide, ceux dont l'industrialisation était enclavée, ceux qui se désindustrialisaient prématurément et les pays exportateurs tributaires de produits de base. Cette classification n'est pas exhaustive; elle exclut, en particulier, les pays où les capacités productives des secteurs de l'agriculture et des services doivent être renforcées. Elle permet toutefois de rappeler le rôle clef du développement industriel pour une croissance à long terme et de la diversité probable des expériences qui devront être prises en compte pour les relations Sud-Sud.

A. Généralisation du développement industriel

19. Les possibilités de renforcer le secteur industriel découlent, du côté de l'offre, d'une prédisposition aux économies d'échelle, de la spécialisation, de la transformation technologique et de l'apprentissage et, du côté de la demande, de l'existence d'élasticité-prix et revenus favorables¹. Un enchaînement de gains de productivité, d'accroissement de la demande et d'économies d'échelle de plus en plus importantes alimentent un cercle de croissance vertueux caractérisé par une expansion de la production, de l'emploi et de la consommation.

20. Avec l'expansion du marché et la baisse du coût de la coordination attribuable au progrès technique apparaissent de nouvelles possibilités de différenciation des produits, en particulier dans les industries de biens intermédiaires et de biens d'équipement spécialisés, mais aussi une diversité croissante des biens de consommation et de production. Ce processus, dans le cadre duquel les entreprises sous-traitent aussi certaines fonctions à de nouvelles entreprises spécialisées, implique une multiplication des transactions marchandes entre un nombre croissant d'entreprises d'une même branche de production. Tout cela renforce considérablement les interactions qui sont à la base d'une dynamique de croissance.

21. Il est probable que les liens créés par une division du travail industriel de plus en plus poussée ne se limitent pas aux frontières d'un pays. Les entreprises nationales qui franchissent certains seuils de taille et de savoir-faire technologique ont tendance à exporter et à importer de plus en plus. L'exportation élargit à son tour les marchés et permet donc de réaliser des économies d'échelle, tandis qu'elle expose les entreprises à de nouveaux produits et procédés et à de nouveaux concurrents. La différenciation industrielle élargit la portée du commerce interbranche, en particulier parmi les pays dont les structures économiques et les capacités technologiques sont similaires. Ainsi, les régions qui dominent l'industrie mondiale dominent aussi le commerce mondial (tableau 3).

¹ Ces faits schématiques, qui privilégient le développement industriel, sont mis en évidence dans la littérature classique relative au développement, comme le montrent notamment les travaux de recherche de Myrdal, Prebisch, Kaldor, Lewis, Hirschman et autres.

Tableau 3
**Commerce total, commerce de produits agricoles et valeur ajoutée manufacturière,
 UE-15, ALENA et Asie de l'Est, 2000, 2005 et 2009**

<i>Part du commerce mondial</i>			
	1995	2000	2009
UE-15	40,4	35,8	32,6
ALENA	16,5	19,0	12,9
Asie de l'Est	19,4	19,4	21,5
Total	76,3	74,2	67,0
<i>Part des exportations de produits manufacturés de la région dans les exportations mondiales de produits manufacturés</i>			
	1995	2000	2009
UE-15	41,8	37,6	36,7
ALENA	17,0	20,5	12,5
Asie de l'Est	24,9	24,7	29,0
Total	83,7	82,8	78,2
<i>Part du commerce intrarégional de produits manufacturés dans le commerce mondial de produits manufacturés</i>			
	1995	2000	2009
UE-15	24,9	22,4	20,3
ALENA	8,1	11,4	6,3
Asie de l'Est	8,0	8,1	10,7
Total	41,0	42,0	37,3
<i>Part de la valeur ajoutée manufacturière mondiale</i>			
	1995^a	2000	2009^b
UE-15	26,2	26,1	28,6
ALENA	28,4	31,8	22,3
Asie de l'Est	28,9	26,3	25,5
Total	83,4	84,2	76,4

Source: Groupe sur la coopération et l'intégration économiques entre pays en développement/ CNUCED, d'après la base de données UNCTADstat et les Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

22. À mesure que les entreprises manufacturières prennent de l'ampleur, elles peuvent aussi chercher des avantages supplémentaires en créant des filiales à l'étranger. Les flux d'IED qui en résultent proviennent principalement de grandes entreprises qui emploient des technologies avancées et qui cherchent à accroître leurs rentes de situation, le choix des implantations étant déterminé par les écarts de coûts, l'existence d'un marché suffisant et le degré de technicité. En outre, l'augmentation du nombre de pays qui progressent est susceptible d'entraîner des flux d'IED considérables au sein d'une branche de production.

23. Dans certains cas, la production à l'étranger exigera l'installation d'usines entières, mais l'IED peut aussi servir à délocaliser seulement certaines étapes d'un processus de production, ce qui entraîne une sorte de désintégration verticale par la fragmentation géographique. Le degré de fragmentation variera selon la branche de production, en

fonction du degré auquel les nouvelles technologies aident à réduire les coûts de coordination et de l'intensité des liens entre telle et telle activité. Les «réseaux internationaux de production» qui émergent à l'issue de ce processus devraient accélérer les échanges internationaux de composants et de demi-produits, qui bien souvent sont des échanges intrabranches (Document de la CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2002, partie 2, chap. III).

24. Lorsque des pays voisins s'engagent dans un processus similaire de décollage industriel et de diversification, on peut s'attendre à ce que leurs relations se renforcent aux niveaux des secteurs et des entreprises. Une intégration efficace passant par les courants commerciaux et le partage de la production dépend en dernier lieu des décisions des entreprises et non des gouvernements, mais les politiques industrielles nationales peuvent appuyer ce processus, et la coordination et l'harmonisation de ces politiques peuvent contribuer à accroître leur efficacité.

25. Lorsque ces liens externes parviennent à un certain degré d'intensité, les producteurs commencent, d'abord au niveau régional, à exercer des pressions en faveur de la réduction et de l'élimination des divers obstacles au commerce ou à l'investissement intrarégional, notamment les formalités bureaucratiques, les restrictions légales et les procédures administratives contradictoires, et d'une amélioration des infrastructures de transport et de communication. Il est probable que ces différentes demandes seront accompagnées de la création d'institutions de coopération².

a) Le secteur industriel est-il toujours au cœur de la croissance et du développement; quel est le rôle des services modernes?

b) Les réseaux de production Sud-Sud offrent-ils une nouvelle voie vers une croissance durable?

c) Les relations Sud-Sud favorisent-elles la création d'emplois productifs et une hausse des salaires?

B. Coopération Sud-Sud et développement industriel

26. La coopération officielle n'est pas une condition préalable de l'intégration de fait, mais la réalisation de gains plus importants et plus globaux nécessitera probablement une interaction dynamique entre ces deux éléments. Au début, cette coopération portera surtout sur des questions techniques (obstacles au commerce, normes, etc.), mais avec l'intégration de la production et du commerce entre pays voisins, il faudra intensifier la coordination et la collaboration. La coopération Sud-Sud évolue traditionnellement davantage au niveau régional.

27. L'accès à un marché plus vaste, en tant que moyen de réaliser des économies d'échelle et de diversifier la production, est depuis longtemps la justification des arrangements régionaux entre pays en développement, pour essayer d'éviter certains risques de protectionnisme qui pourraient accompagner les tentatives initiales de renforcement des capacités productives par le biais de stratégies de remplacement des importations. En Amérique latine, où plusieurs pays ont emprunté la voie du développement industriel pendant l'entre-deux-guerres, l'intégration régionale est depuis longtemps considérée comme nécessaire pour la modernisation des industries étant donné qu'une nouvelle

² En Europe occidentale, le commerce intrabranche était déjà important dans les années 50, mais les pressions en faveur d'une réduction continue des coûts de transaction, par l'élimination des obstacles administratifs et autres, venaient souvent du secteur des entreprises. C'est ce qui s'est passé avec le Programme du marché unique de 1992.

structure industrielle plus complexe exigeait des économies d'échelle et, par conséquent, un marché plus large. En outre, les pays en développement avaient le sentiment que s'ils ne modernisaient pas leur structure industrielle, leur retard par rapport aux pays les plus industrialisés continuerait de se creuser. Dans cette perspective, l'existence de liens dynamiques entre investissement, exportations et augmentation de la productivité souligne la nécessité de renforcer les relations Sud-Sud.

28. De nombreuses recherches ultérieures confirment que les exportations d'un pays influent sur ses perspectives de croissance à long terme, les pays performants recourant à des politiques commerciales et industrielles stratégiques pour pénétrer des secteurs de biens négociables à forte intensité de compétence et de technologie et permettant de générer des retombées, technologiques ou autres, pour le reste de l'économie et les pays voisins. Toutefois, l'élargissement de l'activité industrielle aux pays voisins ne se fait pas automatiquement; le volume variable du commerce intrarégional entre différents blocs régionaux montre à quel point le processus de développement industriel est inégal, même lorsque des arrangements régionaux officiels ont été conclus (tableau 3).

29. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2007* de la CNUCED indique que le commerce Sud-Sud privilégie les biens manufacturés, y compris les produits relativement plus complexes, ce qui ouvre la voie à de meilleurs effets d'apprentissage et de retombées technologiques. Les marchés régionaux sont les principaux débouchés des exportations de biens manufacturés des pays d'Amérique latine, surtout s'agissant de produits à forte intensité de compétence et de technologie. Dans le Mercosur, 50 % des exportations de produits manufacturés à forte et à moyenne intensité de compétence et de technologie sont destinées à des pays d'Amérique latine, alors que l'ensemble des exportations vers l'Amérique latine ne représente que 29 % du total des exportations. Même dans le cas du Brésil et du Chili, pour lesquels le marché latino-américain est moins important (en raison du vaste marché intérieur du Brésil et du poids du secteur primaire dans l'économie chilienne), près de 45 % des exportations de produits techniques sont destinées au marché régional.

30. S'agissant de l'Afrique, les exportations de produits manufacturés ne représentent par exemple qu'une petite fraction du total des exportations de la COMESA, mais il est intéressant de constater qu'elles représentent plus de 40 % des exportations intra-COMESA et près de 50 % des exportations vers d'autres pays d'Afrique; la moitié de ces biens manufacturés sont des produits techniques. La part des biens manufacturés exportés dans la CDAA et vers d'autres pays africains est particulièrement élevée bien que le niveau global demeure très faible.

31. La structure du commerce de la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est comporte une part très élevée d'échanges intrarégionaux de produits manufacturés et est très liée à la structure de sa production. Cette région importe des produits à moyenne ou forte intensité de technologie, notamment des biens d'équipement, qui proviennent essentiellement de pays développés, des pièces et composants électroniques produits dans d'autres pays de la région et des produits primaires fournis par d'autres régions en développement. Elle exporte beaucoup de produits d'industries de main-d'œuvre et d'appareils électroniques vers les pays développés, tandis que le commerce de pièces et composants électroniques et de produits à moyenne ou forte intensité de technologie est avant tout un commerce intrarégional.

32. S'il est vrai que ces éléments indiquent que le commerce Sud-Sud peut engendrer des gains partagés pour les pays en développement, on ne sait pas encore si de tels gains ont donné lieu à une transformation structurelle à plus long terme. Klinger (2009) a fait observer que l'importance du commerce Sud-Sud était éphémère et s'atténuait à mesure que les pays s'industrialisaient. D'autres, comme Shefaeddin (2008), soutiennent que le commerce Sud-Sud doit certes faire partie intégrante de toute nouvelle stratégie de

développement, mais qu'il doit davantage servir à se prémunir contre les risques liés à une trop grande dépendance à l'égard des marchés du Nord et à renforcer le pouvoir de négociation d'un pays lors de négociations multilatérales ou bilatérales. En outre, les gains entre les membres d'un bloc économique Sud-Sud demeurent probablement assez inégalement répartis.

33. La structure des excédents et déficits commerciaux est une illustration éloquente de la répartition des gains. L'asymétrie entre partenaires plus forts et plus faibles peut être aggravée par le fait que les excédents commerciaux des grands pays les plus développés ne représentent en général qu'une petite fraction de leur PIB, alors que les déficits des petits pays moins avancés sont souvent considérables par rapport à leur PIB. Ces asymétries ont des causes essentiellement structurelles, mais les politiques économiques appliquées et la disparité des capacités financières et institutionnelles dont disposent les membres d'un bloc régional peuvent aussi aggraver ces asymétries.

34. Dans les initiatives de coopération régionale entre pays en développement, on ne s'est guère préoccupé jusqu'à présent des déséquilibres et des inégalités. Toutefois, quelques initiatives africaines et latino-américaines montrent une certaine sensibilité à la nécessité d'une approche collective de ces problèmes. Le Mercosur a établi un Fonds de convergence structurelle (FOCEM), qui a pour mission de réduire les asymétries économiques au sein du Marché commun, et la SACU prévoit des dispositions qui visent à promouvoir le développement des membres les moins avancés et la diversification de leur économie au moyen d'un fonds de revenu commun.

35. Les pays en développement ou en transition pourraient donc retirer des avantages considérables de leur proximité géographique et culturelle pour leur industrialisation et la modernisation de leur production. Pour que cela donne les résultats escomptés, il faut que les membres du bloc régional concerné coopèrent dans certains domaines, par exemple en libéralisant totalement le commerce intrarégional et, dans le cas d'unions douanières, en instituant un tarif extérieur commun. Toutefois, la libéralisation des échanges à elle seule pourra rarement amorcer une dynamique régionale. Tout comme pour le processus de rattrapage entrepris dans un pays donné, un effort commun visant à réduire l'écart par rapport aux pays plus avancés a plus de chance de succès lorsque d'autres interventions viennent renforcer les mesures commerciales et financières existantes. Pour que l'intégration régionale soit viable à long terme, il peut être nécessaire de mettre en place des politiques et institutions régionales communes afin d'éviter une aggravation des écarts de revenus entre les membres et au sein de chaque pays suite à cette intégration, situation qui pourrait inciter les membres défavorisés à prendre des mesures défensives et menacer le processus d'intégration.

36. Une autre approche serait de considérer l'intégration régionale et les autres relations Sud-Sud entre pays en développement comme un moyen de créer un espace permettant d'appliquer une stratégie de développement fondée sur l'industrialisation. Une telle approche a plus de chance de succès que l'application de stratégies purement nationales, en particulier dans les pays dont le marché intérieur est étroit et les capacités technologiques limitées. Elle pourrait impliquer que les pays membres renoncent à une partie de leur souveraineté mais, en même temps, leur marge de manœuvre politique serait élargie par les initiatives de coopération prises dans des secteurs où les marchés élargis et les ressources partagées peuvent contribuer à promouvoir l'investissement et la transformation structurelle. Il ne suffit pas de libéraliser les mouvements de marchandises. La libéralisation du commerce doit être renforcée par des politiques économiques régionales de transformation structurelle et d'autres formes de coopération Sud-Sud, exploitant les complémentarités et la spécialisation des pays membres et visant à accroître les capacités de production des moins avancés d'entre eux.

C. Les relations Sud-Sud peuvent-elles aider les exportateurs de produits primaires à se diversifier?

37. Le renforcement des capacités productives ne devrait pas être exclusivement lié au développement industriel. D'ailleurs, dans de nombreux pays en développement, l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole est tout aussi importante, voire plus. La coopération Sud-Sud peut jouer un rôle capital à cet égard.

38. Toutefois, il faut bien reconnaître qu'il y a des limites aux effets qu'une intégration plus complète des pays en développement peut avoir sur le développement, en fonction du degré d'avancement des membres du groupe. Les pays et régions qui n'ont pas encore une industrie de biens d'équipement suffisante doivent encore gagner les devises nécessaires pour acheter des biens d'équipement et des biens intermédiaires à des pays industrialisés ou à des pays en développement plus industrialisés. De même, les pays en développement qui dépendent de l'exportation d'un petit nombre de produits primaires ne trouveront généralement pas de débouchés suffisants dans leur région ou dans les autres pays en développement. Pour ces deux raisons, les pays en développement qui dépendent encore de la production primaire ou qui n'en sont qu'au début du développement industriel ne tireront pas autant d'avantages de l'intégration régionale avec des partenaires qui en sont au même degré de développement que ceux qui ont déjà une structure de production plus diversifiée. Malgré cela, un resserrement des relations Sud-Sud demeure avantageux pour les pays souhaitant se diversifier et accroître leurs avantages dans le secteur des produits primaires.

39. L'exportation de produits primaires dans le but de générer une croissance économique à long terme et de réduire la pauvreté constitue depuis longtemps un impératif de développement. De nombreuses recherches montrent que la «malédiction des ressources» limite les perspectives de développement de bon nombre de pays pauvres (Sachs et Warner, 1995). Par ailleurs, d'autres études semblent indiquer que les ressources naturelles peuvent devenir un réel atout pour le développement lorsque les rentes sont gérées de manière efficace et qu'elles sont renforcées par des investissements en matière de compétence et de technologie (Lederman et Maloney, 2007; et document de la CNUCED TD/B/C.I/MEM.2/3).

40. Le resserrement des relations en aval et en amont entre les secteurs pétrolier et minier et les autres secteurs économiques a permis d'optimiser le développement. Ces relations favorisent en effet l'utilisation d'intrants locaux (par l'achat de biens et de services) dans la chaîne logistique, ce qui génère alors des retombées positives aux niveaux local et national. Toutefois, dans plusieurs pays, ces avantages potentiels ont été limités par des contraintes internes découlant par exemple d'un schéma directeur peu contraignant, des déficits d'infrastructure et de capital humain, et d'autres problèmes structurels. Le secteur agricole n'a pas non plus connu le développement escompté en raison de certaines contraintes du côté de l'offre, en particulier une faible productivité, des moyens de financement insuffisants, une infrastructure commerciale inappropriée et une stagnation technologique. Ces contraintes empêchent les pays concernés de se diversifier verticalement, et notamment de créer une valeur ajoutée. Une étude réalisée par Kaplinsky (2010) indique toutefois que les relations dans le secteur extractif pourraient être renforcées et approfondies sur la base de facteurs spécifiques, de la répartition du capital, de l'infrastructure appropriée, des liens avec les régimes nationaux d'innovation, des retombées liées aux compétences, des capacités régionales et d'un cadre directeur approprié.

41. La diversification des marchés et des produits, ou l'expansion du commerce, vers les nouveaux marchés dynamiques du Sud et au sein des régions en développement pourrait également permettre d'accroître les gains en dépit des problèmes existants. Par exemple, une diversification verticale permettrait aux pays producteurs d'ajouter de la valeur à leurs

exportations et de conserver ainsi une plus grande part de la valeur ou des revenus dans l'économie locale. Pour y parvenir, il faudrait toutefois: a) améliorer l'accès au crédit; b) accroître la capacité de satisfaire aux normes et aux exigences techniques des systèmes de production et de transformation (voir les Accords de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les obstacles techniques au commerce (OTC)) ainsi qu'à d'autres normes privées ou exigences du marché; c) supprimer les obstacles infrastructurels; et d) éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires comme les procédures douanières et autres procédures administratives.

42. Une diversification horizontale vers des produits de base non traditionnels et vers des cultures vivrières locales ainsi qu'une diversification verticale permettant d'optimiser la chaîne de valeur peuvent contribuer à réduire ou à éliminer la vulnérabilité économique découlant d'une dépendance à l'égard d'un tout petit nombre de produits primaires exportés. Toute diversification exige cependant d'effectuer d'importants investissements, d'améliorer les compétences et, dans le cas de nouveaux produits, de faire concurrence à des intervenants déjà établis (voir le document de la CNUCED TD/B/COM.1/EM.18/2). Le renforcement des relations et la diversification bénéficieront au secteur des produits de base si la conjoncture politique est propice: a) à un développement des ressources humaines par le biais de la formation, du perfectionnement et de la R-D; b) à l'innovation technologique, pour rendre les fournisseurs plus compétitifs; et c) à l'amélioration de l'infrastructure, pour surmonter les contraintes au niveau de l'offre.

D. La coopération Sud-Sud peut-elle aider les pays à sortir du piège du revenu intermédiaire?

43. La transformation structurelle, pilier du développement économique, oblige les pays en développement à progressivement modifier leur structure de production et à remplacer les biens à faible valeur ajoutée par des produits plus complexes. Un pays à faible revenu est généralement fortement tributaire des ressources extractives, d'une agriculture de subsistance, d'une monoculture d'exportation et de l'aide étrangère. Le décollage économique s'amorce par le renforcement des capacités productives dans les entreprises qui effectuent des opérations simples d'assemblage ou de transformation de produits de l'industrie légère destinés à l'exportation (par exemple vêtements, chaussures et denrées alimentaires).

44. Durant ces étapes préliminaires, la croissance est tirée par une innovation qui repose sur des produits existants, les pays en développement commençant alors à fabriquer des biens déjà produits ailleurs ainsi qu'à diversifier leur structure de production et d'exportation. Il demeure toutefois difficile pour un grand nombre des pays les plus pauvres d'éliminer les disparités et contraintes qui existent pour arriver à générer une croissance plus autonome en diversifiant leur économie. Ces pays pourraient grandement bénéficier d'une meilleure coopération Sud-Sud car elle leur donnerait accès à de nouveaux marchés. Le financement à long terme des investissements et l'échange de données d'expérience pourraient toutefois peser lourd sur les relations Sud-Sud.

45. La diversification ne suffit pas à elle seule à soutenir un processus de développement. Un pays doit être en mesure d'optimiser progressivement son capital humain, d'augmenter la valeur ajoutée interne en produisant et en exportant des biens manufacturés de grande qualité et de se mesurer à des concurrents plus avancés. Enfin, il doit acquérir la capacité d'élaborer et de breveter de nouveaux produits et procédés.

46. Ainsi, à mesure qu'un pays se développe, on peut observer trois changements importants. Premièrement, la diversification de la production connaît un ralentissement puis s'arrête lorsque le revenu par habitant atteint un certain seuil élevé (désindustrialisation), et

les pays se tournent alors vers les activités de services. Deuxièmement, l'investissement devient moins important pendant que le processus d'innovation s'accélère. Troisièmement, le système d'éducation et de formation, auparavant axé sur le développement des compétences en vue d'adopter et d'adapter des technologies existantes, vise dorénavant à préparer les travailleurs à concevoir de nouveaux procédés et de nouveaux produits.

47. De nombreux pays en développement à revenu intermédiaire n'ont toutefois pas connu ces changements. La progression vers des secteurs innovants et le fait de passer d'une innovation reposant sur des produits existants à une innovation fondée sur des produits de pointe ne sont pas des processus automatiques. De nombreux pays ayant cessé d'être tributaires des produits de subsistance et amorcé leur croissance économique n'ont par la suite pas réussi à optimiser leur capital humain. Les pays d'Amérique latine, par exemple, font toujours majoritairement partie de la tranche des nations à revenu intermédiaire, même si leur revenu est relativement élevé depuis la fin du XIX^e siècle. En outre, l'importance et le rythme de la croissance enregistrée varient énormément, même parmi les groupes de pays qui sont considérés «performants». Ohno (2009) a baptisé ce phénomène «piège du revenu intermédiaire».

48. Le cas de l'Asie de l'Est est particulièrement intéressant. La région compte en effet des pays qui ont évité ce piège et elle a utilisé les solides liens noués au niveau régional pour appuyer la croissance dans des pays voisins se trouvant à différents niveaux de développement. La récente crise a toutefois démontré à quel point certains pays de cette région étaient vulnérables aux chocs commerciaux.

49. La forte croissance du volume des échanges intrarégionaux enregistrée en Asie de l'Est et mentionnée plus tôt, attribuable essentiellement aux échanges intrabranches de biens intermédiaires et aux flux d'IED intrarégionaux, est un élément clef de la réussite est-asiatique. Dans cette région, l'intégration verticale a favorisé l'apparition de deux types de réseaux régionaux de production qui œuvrent principalement dans les secteurs de l'électricité, de l'électronique et de l'habillement: les grandes STN qui produisent une gamme uniforme de marchandises dans divers sites, et les groupes de PME établies dans différents pays et liées à une entreprise chef de file par des contrats internationaux de sous-traitance (CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2007).

50. Dans ce contexte, toutefois, de nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est sont devenus fortement tributaires de l'exportation de pièces et de composants, plus récemment vers la Chine, ce qui les rend plus vulnérables à tout effondrement de la demande sur les marchés de produits finis des pays avancés et à la concurrence accrue d'autres fournisseurs de la région.

51. Plus particulièrement, même si la deuxième génération de nouveaux pays industriels (NPI) a retrouvé le niveau des exportations industrielles atteint par la première génération à la fin des années 70, elle n'a pas encore établi la base de production diversifiée que cette dernière avait atteinte (avec ses nouveaux secteurs de biens d'équipement, de solides réseaux de fournisseurs locaux et les niveaux de compétences et de R-D). Ce qui est peut-être particulièrement préoccupant, c'est que les NPI n'exportent pas de biens à moyenne intensité technologique malgré le fait que ces exportations ont joué un rôle majeur dans la progression de la première génération de NPI. La mobilité résultant des activités existantes signifie que des changements mineurs ou l'apparition de nouveaux sites cherchant à attirer des STN peuvent facilement conférer ou éroder des avantages géostratégiques.

52. Il est probable que la Chine soit appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la région après la crise, en particulier si, comme cela semble être le cas, elle se met à compter davantage sur les sources de croissance nationales. Cela pourrait réduire le nombre de fournisseurs de pièces et de composants dans cette région, même si la croissance chinoise continue de reposer sur la hausse de la consommation intérieure. Pour que la

région devienne moins dépendante des marchés du Nord, il faudra probablement passer d'une spécialisation plus verticale et d'échanges entre réseaux à une spécialisation horizontale axée sur les produits et à des échanges intrarégionaux de produits finis.

53. Il y a peu de chances que les forces du marché entraînent à elles seules la transformation structurelle dont ces pays ont besoin. Il faut en conséquence engager des discussions au niveau régional pour établir un nouveau cadre de collaboration industrielle, y compris une meilleure harmonisation des incitations aux investissements étrangers directs, permettant ainsi d'articuler la structure de production autour des demandes intérieure et régionale et de contribuer à réduire les écarts sur les plans des capacités productives et des revenus dans l'ensemble de la région. Pour sortir du piège et développer des capacités d'innovation complètes, les pays en développement doivent mettre en œuvre les politiques industrielles appropriées, qui en général évoluent parallèlement au processus de développement. S'il est vrai que la libéralisation et l'intégration commerciale peuvent drainer des capitaux et favoriser l'essor de l'industrie des produits de base, des mesures ciblées visant à optimiser son capital humain et à privilégier des activités plus productives doivent être prises pour faire face aux facteurs externes et aux problèmes de coordination qui caractérisent les dernières étapes d'un processus de développement.

54. Les règles de l'OMC et la prolifération des accords de libre-échange (ALE) ont toutefois réduit la marge de manœuvre des pays venus tardivement à l'innovation, et il devient de plus en plus difficile d'améliorer les compétences et les technologies et de surmonter les obstacles invisibles pour parvenir à un meilleur niveau de développement (CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2007). Les accords conclus entre pays en développement ayant un niveau de développement relativement similaire (accords Sud-Sud) sont différents dans la mesure où ils cherchent à établir une zone économique et politique qui préserverait ou élargirait la marge de manœuvre de leurs membres par rapport au reste du monde. À cet égard, une meilleure coopération Sud-Sud pourrait aider les pays qui ont encore du mal à renforcer leurs capacités d'offre à sortir du piège du revenu intermédiaire et à améliorer leur structure industrielle en leur permettant de se joindre aux nouveaux pôles de croissance du Sud.

E. Marge de manœuvre, capacités productives et coopération Sud-Sud

55. La pensée économique traditionnelle ne privilégie pas forcément une meilleure coopération Sud-Sud, d'aucuns considérant que celle-ci est probablement à l'origine d'une mauvaise affectation des ressources ou une cause possible de la régression socioéconomique, de la maximisation des rentes et de la diminution des transferts de technologie. La conclusion selon laquelle on devrait logiquement assister à un déplacement des courants commerciaux repose toutefois sur une image idéalisée et essentiellement statique des marchés qui ne tient aucun compte de l'ensemble des avantages dynamiques que pourraient procurer l'établissement et le renforcement des capacités productives dans les pays en développement.

56. Ces dernières années, les ALE régionaux et bilatéraux ainsi que les accords commerciaux préférentiels ont été légion. Toutefois, même lorsque ces accords ont été conclus entre pays en développement, peu d'initiatives visaient à renforcer des politiques nationales volontaristes axées sur la promotion de la formation de capital, l'industrialisation et la transformation structurelle, par comparaison avec le nombre d'initiatives de libéralisation du commerce et de l'investissement cherchant à aller plus loin que ce qui a été obtenu au niveau multilatéral. Pour établir des priorités plus appropriées en matière de coopération, il importe d'adopter une approche intégrée face aux défis que constitue le renforcement des capacités productives. Les politiques commerciales et industrielles stratégiques, les politiques macroéconomiques favorisant l'investissement, les mesures

financières et les politiques du marché du travail doivent être utilisées à bon escient et tendre vers le même but. L'approche intégrée adoptée dès le début des discussions sur le Système global de préférences commerciales, qui visait à élargir et à diversifier les échanges entre pays en développement en combinant les mesures destinées à supprimer les obstacles au commerce aux efforts supplémentaires faits pour accélérer l'industrialisation, permettrait de surmonter ces contraintes.

57. La littérature consacrée au développement a mis en évidence diverses contraintes et disparités a) qui peuvent perturber la dynamique de croissance et b) pour lesquelles les stratégies nationales de développement pourraient être renforcées par une meilleure coopération entre pays en développement. Au niveau le plus simple, cette coopération inclurait la réduction des obstacles techniques et bureaucratiques au commerce, la diffusion de l'information commerciale indispensable et un soutien institutionnel pour commercialiser les exportations. Un resserrement des relations Sud-Sud pourrait également engendrer une coopération plus étroite au niveau d'une gamme de services liés au commerce, tels que les assurances, les crédits à l'exportation et la facilitation des échanges.

58. Une harmonisation régionale des règles et des lois ainsi qu'une mise en commun des ressources sont des éléments essentiels d'une gestion efficace tenant compte des conditions et des besoins locaux. La création d'infrastructures, en particulier de réseaux de transport et de communication, sera probablement à long terme tout aussi importante, voire plus, que la réduction des obstacles tarifaires et des restrictions quantitatives. L'approvisionnement et la gestion énergétiques demeurent des enjeux majeurs pour l'industrialisation de nombreux pays en développement, et une coopération efficace dans ce domaine peut contribuer à la création de capacités productives permettant d'accroître le potentiel de croissance et de stimuler les échanges commerciaux. À bien des égards, l'exemple de l'Europe n'est peut-être pas valable pour la coopération régionale entre pays en développement, car les circonstances historiques, économiques et politiques sont très différentes, mais il donne à penser que, pour résoudre des problèmes communs tels que l'accélération de la diversification dans des branches d'activité dynamiques, la modernisation de la structure industrielle et l'élévation de la productivité agricole, la mise en commun de ressources régionales peut être une bonne solution de rechange.

59. D'autres obstacles à la croissance, comme ceux liés au progrès technique, la plupart des pays en développement étant fortement tributaires de l'acquisition et de l'assimilation de technologies étrangères, doivent également être abordés du point de vue Sud-Sud. Même les pays en développement disposent de compétences et de capacités techniques considérables, mais cela pourrait aussi être source de divergence malgré les diverses possibilités de collaboration.

60. On pourrait intégrer dans les systèmes nationaux d'innovation une dimension régionale ou Sud-Sud explicite, avec une collaboration dans la recherche, la formation et la collecte d'informations, collaboration qui pourrait aussi s'étendre à des questions institutionnelles complexes comme celles qui concernent la conception des régimes de propriété intellectuelle.

61. L'expansion des relations Sud-Sud vise notamment à combler le fossé technologique grâce aux IED Sud-Sud. On estime non seulement qu'il pourrait être plus facile pour les STN du Sud d'exercer leurs activités dans l'environnement commercial d'autres pays en développement, mais aussi que les régimes de propriété reposant sur des liens étatiques ou familiaux plus forts pourraient accroître les retombées technologiques et d'autres compétences connexes. Toutefois, l'argument selon lequel les STN de pays en développement engendrent davantage de retombées que les IED Nord-Sud n'a pas encore été démontré et doit faire l'objet de recherches plus approfondies.

62. Une coordination et un suivi à l'échelle régionale pourraient mieux appuyer le type de marge de manœuvre requise pour gérer plus efficacement l'IED, en particulier dans les secteurs très dynamiques où il existe un risque de surinvestissement. Des politiques non coordonnées de promotion de l'IED peuvent déboucher sur une surenchère néfaste, les gouvernements assouplissant la réglementation et offrant de généreuses incitations fiscales pour attirer les STN, au lieu de chercher à optimiser l'IED (*Rapport sur le commerce et le développement*, 2005, chap. III, sect. F). Des dispositifs régionaux pourraient être un bon moyen de régler quelques-unes de ces questions en forgeant un consensus et en définissant une position de négociation commune dans des domaines tels que l'harmonisation des codes de comportement des entreprises, les moyens de faire respecter les contrats, les incitations fiscales, la lutte contre l'évasion fiscale et les prix de cession interne.

63. Une plus grande coopération financière entre pays en développement pourrait également soutenir le processus d'industrialisation, en particulier lorsque l'accès aux marchés internationaux des capitaux est onéreux, peu fiable ou non existant. Les institutions régionales pourraient être mieux placées pour satisfaire les demandes et les besoins régionaux et pourraient également être plus efficaces pour: a) fournir des biens régionaux d'intérêt public, surtout ceux nécessitant d'importants investissements initiaux et mécanismes régionaux de coordination comme une infrastructure transfrontière propice au développement de marchés régionaux de capitaux; b) harmoniser leurs régimes de réglementation; et c) coordonner et appuyer les efforts régionaux de financement des innovations technologiques. Ce n'est qu'en transposant ces types d'initiatives à une plus grande échelle qu'on parviendra à mieux intégrer les relations Sud-Sud.

64. L'expérience vécue par les banques de développement régionales et sous-régionales montre qu'elles peuvent donner aux emprunteurs des pays en développement beaucoup plus de place ainsi qu'un sens plus aigu de la propriété et du contrôle. Cette affirmation s'applique tout particulièrement aux institutions Sud-Sud comme la Société andine de développement, dont les pays membres sont à la fois clients et actionnaires. Les banques de développement régionales et sous-régionales sont aussi plus attentives aux risques engendrés par les conditions exagérées qui sont imposées pour accorder un appui financier et peuvent autoriser le décaissement de ressources beaucoup plus rapidement et facilement. Ces banques sont particulièrement utiles pour les pays de petite et de moyenne taille qui ne sont pas en mesure d'exercer une influence importante sur les institutions mondiales et qui ne disposent que de pouvoirs de négociation très limités auprès des grandes institutions internationales. Elles peuvent faire une plus grande place à ces pays et mieux satisfaire leurs besoins. En outre, la concurrence que se livrent deux ou plusieurs types d'organisations, par exemple aux niveaux sous-régional, régional et mondial, pour offrir des services semble être la meilleure solution, car cela offre aux pays de petite et de moyenne taille différentes solutions pour financer leur développement (Ocampo, 2006).

65. Enfin, les institutions régionales peuvent mieux partager l'expérience du développement institutionnel. Ainsi, la capacité des banques régionales de développement à transmettre et à utiliser les connaissances spécifiques d'une région peuvent les rendre particulièrement utiles pour les pays qui souhaitent mettre en place des politiques mieux adaptées à leurs besoins économiques et aux contraintes politiques. Il peut néanmoins s'avérer plus difficile d'obtenir les données d'expérience d'institutions extrarégionales que celles d'une institution internationale.

66. La coopération financière et monétaire entre pays en développement suscite un grand intérêt depuis les années 90, ce qui est dû en partie au fait que les perspectives de développement de nombreux pays ont été déterminées plus par la mondialisation de la finance que par l'expansion du commerce international. Les crises financières subies par différents pays émergents ont montré les risques associés à la volatilité des flux de capitaux internationaux privés, et en particulier des flux spéculatifs à court terme, ainsi que les effets

préjudiciables que peuvent avoir les caprices du marché financier international sur le commerce mondial et la croissance. Elles ont aussi montré l'incapacité du cadre institutionnel international à faire face à ces menaces. De plus, les conditions auxquelles l'appui financier est coordonné contrarient les gouvernements, car elles vont au-delà de ce qui peut être justifié par la nécessité de préserver les ressources du FMI, ce qui empiète indûment sur la souveraineté des pays emprunteurs, et ne tiennent pas compte de la spécificité de chaque pays.

67. Cet échec a revitalisé les arrangements régionaux en tant que moyen de gérer les chocs financiers et leurs séquelles. L'expansion du commerce et des flux d'investissement intrarégionaux, la synchronisation de la conjoncture au sein de chaque région ainsi que la distance croissante entre les blocs régionaux formés de pays en développement et ceux formés de pays plus avancés ont encouragé cette évolution. Certains observateurs considèrent que ces arrangements marquent une réorientation de la coopération régionale, dans laquelle les institutions financières assument un rôle beaucoup plus actif dans le processus d'intégration, par la coordination des politiques macroéconomiques, la gestion des taux de change et l'union monétaire (CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, éditions de 2001 et 2007, et *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*).

68. Les entraves institutionnelles et politiques restent considérables et il n'y a guère eu de progrès en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures concrètes. Il n'existe pas encore de systèmes régionaux complets de surveillance financière et de coordination des politiques ou de gestion des taux de change. Mais comme la réforme de la gouvernance financière mondiale ne progresse guère, de nombreux pays en développement restent fermement résolus à construire des mécanismes collectifs pour se défendre contre les chocs externes et à renforcer la coordination macroéconomique au niveau régional. Dans toutes les régions, on s'est beaucoup penché sur les moyens de stabiliser les taux de change pour prévenir les crises et de stimuler le commerce et la compétitivité, y compris par l'adoption de monnaies uniques.

69. Le fait que les pays diffèrent pour ce qui est de la solvabilité et des types de flux qu'ils sont susceptibles d'attirer permet d'envisager différentes formes de coopération, de coordination et de surveillance financières au niveau régional. Pour les pays qui n'ont pas accès ou n'ont qu'un accès limité au financement commercial, l'aide publique au développement (APD) reste la clef du financement du développement. Il y a des désaccords au sujet de la meilleure manière de gérer les flux d'aide; les intéressés reconnaissant de plus en plus que l'actuel mélange de mécanismes bilatéraux et multilatéraux fait que l'aide est trop politisée, imprévisible, conditionnelle et diffuse pour catalyser la croissance et la mobilisation des ressources nationales. Le renforcement des dispositifs régionaux et Sud-Sud de coordination et d'affectation des flux d'aide pourrait être un moyen d'accroître l'efficacité de l'APD.

70. Le renforcement de la coopération régionale n'exclut pas d'autres formes de coopération internationale ou Sud-Sud. La proximité est importante dans certains domaines mais pas forcément dans d'autres. Par exemple, il y a une forme de coopération Sud-Sud qui n'exige pas de proximité géographique, à savoir celle de la coordination des politiques de promotion de l'IED, en particulier dans le secteur primaire, alors que des pays de différentes régions ayant des dotations de ressources naturelles similaires sont souvent en concurrence pour attirer des capitaux étrangers. Par contre, la coopération régionale est plus importante lorsqu'il s'agit de coordonner les politiques visant à attirer des investisseurs étrangers dans l'industrie manufacturière ou les services, lorsqu'il est plus probable que la rivalité au sein d'une même région conduise à offrir des incitations trop généreuses aux éventuels investisseurs étrangers. Cette coopération régionale est plus facile si d'autres éléments sont déjà en place. En fait, dans certains cas, c'est justement l'existence préalable

de certains mécanismes institutionnels de coopération et de coordination qui rend possible la coopération régionale dans d'autres domaines.

71. Dans la mesure où les institutions mondiales n'ont pas réussi à suffisamment servir les intérêts des pays en développement, des arrangements financiers régionaux pourraient avoir la connaissance des situations et les sensibilités locales nécessaires pour concilier les besoins et objectifs nationaux des différents pays et les possibilités et contraintes internationales. Comme le montre l'histoire récente de l'Europe, l'évolution de mécanismes monétaires et financiers régionaux de plus en plus complexes peut accroître la stabilité d'une région. En l'absence de réformes majeures du système financier mondial, ces mécanismes peuvent aussi contribuer à accroître la cohérence de la gouvernance économique mondiale. Le fait que plusieurs pays en développement aient accumulé des réserves de change considérables leur ouvre de nouvelles voies en matière de coopération monétaire et financière en général et au niveau régional en particulier.

72. Enfin, alors que la libéralisation du marché est axée sur les prix au niveau microéconomique, des relations commerciales et financières stables, associées à un climat macroéconomique propice à l'investissement, exigent la vérité des prix macroéconomiques (c'est-à-dire les taux d'intérêt et de change). Faute d'un cadre multilatéral approprié, la coordination et la coopération régionales et la mise en place d'un régime macroéconomique approprié, notamment en matière de gestion monétaire et de gestion des taux de change, pourraient être une solution suboptimale viable.

Questions à l'adresse des experts

- Le commerce et les flux d'investissement Sud-Sud favorisent-ils le rattrapage économique et la transformation structurelle plus que les flux Nord-Sud? Pourquoi?
- Dans quelle mesure les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) permettent-ils de comprendre les perspectives de développement des pays du Sud? Existe-t-il un risque de concurrence excessive entre les pays du Sud?
- Le renforcement des relations Sud-Sud pourrait-il rendre les pays en développement plus ou moins vulnérables aux chocs et déséquilibres mondiaux?
- Quelle combinaison de politiques macroéconomiques, commerciales et «productivistes» favoriserait le mieux le renforcement des relations Sud-Sud?
- Quel rôle les banques de développement peuvent-elles jouer aux niveaux national, régional et extrarégional pour renforcer les capacités productives?
- Est-il possible de coordonner les politiques au-delà du niveau régional pour favoriser une intégration efficace?
- Comment peut-on rendre les accords commerciaux Sud-Sud plus propices au développement?
- Quels types d'arrangements de coopération financière et monétaire conclus aux niveaux régional et Sud-Sud seraient les plus propices au renforcement des capacités productives?
- Quels services commerciaux devraient être mis en valeur au niveau Sud-Sud?

-
- Quels obstacles nuisent au renforcement des infrastructures de l'énergie et du transport aux niveaux régional et Sud-Sud?
 - En quoi les chaînes de valeur Sud-Sud ont-elles contribué au développement du secteur primaire?
 - Les flux d'IED Sud-Sud ont-ils d'importantes retombées?
 - Quels types d'arrangements institutionnels devraient être mis en place pour contribuer à une plus grande expansion des technologies dans les pays du Sud?
-